

Patrick LAGNEAU

J'AI MAL À MON PAYS

Roman

BoD



À Céline P.

À tous les personnels soignants, médecins, infirmières, urgentistes, aide-soignants, passés de l'ombre à la lumière, de manifestants gazés à héros encensés le temps d'une pandémie, en espérant qu'ils ne retombent pas dans l'oubli...

La démocratie signifiait qu'on devait écouter tous les hommes, et qu'on devait prendre une décision ensemble en tant que peuple. La règle de la majorité était une notion étrangère. Une minorité ne devait pas être écrasée par une majorité.

Nelson Mandela

Ne vous demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous, demandez-vous ce que vous pouvez faire pour votre pays.

John Fitzgerald Kennedy

Sommaire

Prologue

2031

- Chapitre 1
- Chapitre 2
- Chapitre 3
- Chapitre 4
- Chapitre 5
- Chapitre 6
- Chapitre 7
- Chapitre 8
- Chapitre 9
- Chapitre 10

2084

- Chapitre 11
- Chapitre 12
- Chapitre 13
- Chapitre 14
- Chapitre 15

2031

- Chapitre 16

2084

- Chapitre 17
- Chapitre 18
- Chapitre 19

2031

- Chapitre 20
- Chapitre 21
- Chapitre 22
- Chapitre 23
- Chapitre 24

Chapitre 25
Chapitre 26
Épilogue

Prologue

Le ciel est bas.

Si bas.

Anne a le cœur lourd.

Si lourd.

Elle tient Louise contre elle et avance, emportée par le flot de gens qui, comme elle, fuient. Cela fait si longtemps qu'elle marche. Elle est tellement fatiguée. Louise dort dans ses bras.

Alors que les nuages assombrissent leur drapé de deuil, il commence à pleuvoir.

Progressivement, les hommes, les femmes et les enfants, aussi épuisés qu'elle, se regroupent sur un vaste emplacement qu'Anne identifie comme un parking en haut d'une falaise.

La Manche est là. Bien visible à quelques mètres du bord contre une centaine en temps normal, elle balance sa grisaille écumante. L'anomalie confirme la réalité : le niveau des océans a monté.

Les passeurs orientent les exilés vers un chemin qui plonge vers la mer étonnamment proche. Anne a une vision. Tous les gens autour d'elle sont des Africains, harassés. L'idée lui flagelle l'esprit : elle appartient au flux des migrants. La situation la renvoie malgré elle aux informations médiatiques tellement banales du nombre toujours croissant de cadavres retrouvés en Méditerranée.

Et puis tout s'accélère. En bord de mer, des barques de pêcheurs sont alignées sur ce qu'il subsiste de grève. Les passeurs hurlent des ordres dont Anne ne décrypte pas le contenu à cause de la cacophonie ambiante. Les exilés sont entassés dans les chaloupes. Dès qu'elles sont au taquet, elles s'éloignent du sol français en direction de l'Angleterre

sous les coups de rames d'hommes à la musculature impressionnante, à raison de deux par embarcation.

Personne ne parle. Anne, le visage et les cheveux ruisselants de pluie, serre sa petite Louise contre elle en la protégeant du mieux qu'elle peut.

Il fait de plus en plus sombre. Des éclairs zèbrent le ciel et le tonnerre gronde en écho. Des trombes d'eau s'abattent sur la mer, et des vagues gigantesques font tanguer les barques. Louise s'est réveillée et pleure comme d'autres enfants. Anne, peu rassurée, tente de l'apaiser avec des mots réconfortants chuchotés à son oreille. Au paroxysme de la tourmente infernale, une embarcation voisine est soulevée par la puissance des flots et se retourne, projetant tous les passagers hurlant de terreur vite étouffée dans l'obscurité mouvante des abîmes.

Très rapidement, des rescapés surgissent en surface.

D'instinct, ils nagent comme ils peuvent en direction de la barque la plus proche, celle où se trouve Anne, seule alternative immédiate à leur survie.

Les deux rameurs comprennent leur intention et, sans remords, redoublent d'efforts pour s'éloigner le plus possible afin d'éviter qu'ils les rattrapent. Il n'est pas envisageable qu'ils montent avec eux. Ce serait prendre le risque de chavirer...

Mais faire progresser la chaloupe rapidement à deux dans cette tempête avec le poids de cinquante personnes relève de l'exploit.

Tous les passagers aperçoivent des naufragés qui approchent avec l'énergie du désespoir pour tenter de se hisser à bord.

Un des deux hommes réagit et assène un violent coup de rame sur le premier survivant à vouloir grimper dans l'embarcation. Dans une plongée lente et silencieuse, son corps disparaît dans l'encre noire.

Mais déjà, plusieurs autres rescapés parviennent à s'agripper aux parois. Une vague plus puissante déferle sur

le côté opposé et soulève la barque.

Tout se déroule ensuite très vite. Le poids supplémentaire latéral des réchappés accentue le déséquilibre et, en une fraction de seconde, tous les passagers sont éjectés dans le vide et sombrent dans la mer glacée.

Anne se retrouve sous l'eau, retient sa respiration et, d'instinct, lutte de toutes ses forces pour regagner la surface. C'est au moment où elle avale une bouffée d'air salvatrice qu'elle réalise, horrifiée, qu'elle a lâché Louise. Cramponnée à un bidon qui flotte près d'elle, sans pouvoir réprimer les sanglots qui lui étreignent la gorge, elle hurle son prénom en la cherchant du regard tout autour d'elle.

Soudain, dans son dos, elle entend une voix s'écrier :

— Madame, j'ai votre fille !

Anne se retourne et voit Louise en pleurs, serrée contre la poitrine de son sauveur.

— Mon Dieu, Louise, Louise !

Au moment où elle nage vers elle pour la prendre dans ses bras, une planche aux échardes saillantes et effilées, propulsée par la violence d'une vague, se plante dans la nuque de l'homme. Il coule immédiatement sans un cri, emportant avec lui le corps de l'enfant.

Les yeux écarquillés d'effroi, Anne lâche dans un hurlement interminable :

— LOUIIIIIIIIIISE...

*

— Maman ?

Anne, ruisselante de transpiration, ouvre les yeux.

Elle était assise et réalisa où elle se trouvait.

Louise était dans sa chambre, debout, au pied de son lit.

Elle rejeta draps et couvertures, se leva et attira sa fille contre elle.

— Ce n'est rien, ma puce. J'ai fait un mauvais rêve.

Elle réprima un frisson. Les images terribles défilait encore dans son esprit.

Je hais les cauchemars, songea-t-elle.

2031

1

Paris

Mercredi 22 octobre 2031 - 8 h 30

Comme tous les matins, Amaury Guichard, manches de chemise retroussées, se promenait dans les jardins de l'Élysée. La couleur de l'automne lui procurait un apaisement et une sérénité qui avaient des incidences positives sur ses journées, d'autant plus que pour la saison, la température était agréable. Keynes, son bull-terrier âgé de quatre ans gambadait d'un arbre à l'autre en laissant quelques traces de son ADN.

La campagne commencerait sous peu, et il savourait d'avance sa victoire pour son second quinquennat. Il n'avait quasiment aucun doute sur ce point. Même si la bataille, avec ses coups bas et ses maillages secrets, était toujours acharnée, il avait dans ses manches quatre atouts qu'il n'étalerait jamais sur la table. Ce n'étaient pas des cartes, mais les propriétaires invisibles d'un tripot clandestin qui manipulaient la partie sur le tapis vert de la politique. Il pensait aux banquiers, au CAC 40, ou plutôt aux PDG des entreprises qui le composent, ceux de la presse écrite et de la télévision, et aux directeurs des instituts de sondage mis en place par lui-même. C'était sa force : il savait pertinemment qu'à tout ce joli monde, il devait sa position tout en haut de la pyramide.

— Excusez-moi, Monsieur le Président...

Avant de se retourner, Amaury Guichard avait reconnu la voix du secrétaire de Daniel Trodzy, son chef de cabinet.

— Pardon de vous déranger, mais le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur sont arrivés...

— Ah, bien, merci...

Il chercha des yeux son chien.

— Keynes, allez, viens, mon bonhomme !

En se dirigeant vers le Palais, Amaury Guichard se félicita que son ami Olivier Verneuil soit Premier ministre, et Lucas Serrano, ministre de l'Intérieur. Olivier avait fait partie de sa promotion à l'ENA. Il pouvait compter sur lui aveuglément. Et Serrano avait été commissaire puis préfet de police, un poste qui avait ponctué une brillante carrière politico-judiciaire dont il connaissait parfaitement les rouages. Avouables ou pas.

Il grimpa l'escalier Murat, rejoignit le salon doré et s'installa à son bureau. La réunion pouvait commencer. Il fit signe à son secrétaire de faire entrer ses ministres.

— Qu'a donné la manifestation d'hier ? attaqua-t-il à brule-pourpoint.

Lucas Serrano toussota pour s'éclaircir la gorge.

— Eh bien, mes hommes ont parfaitement maîtrisé la situation. Les charges policières ont...

Amaury Guichard l'interrompt d'un geste de la main.

— Oui, je sais tout cela. J'ai suivi l'actualité en direct sur les chaînes d'information en continu. D'ailleurs, il serait bon de demander à nos partenaires médiatiques que les images des violences répressives soient moins diffusées.

— Difficile d'éviter les vidéos anonymes sur les réseaux sociaux, le contra Serrano. Même si les hommes ont reçu l'ordre de détruire les portables des manifestants quand ils le pouvaient, il leur est impossible de lutter. Tout le monde en possède un.

— Les réseaux sociaux ? Ces poubelles à fake-news ?...

— Avec tout le respect que je vous dois, nous devons rester vigilants, Monsieur le Président. C'est là que se forgent les opinions populaires qui vous sont défavorables.

— Alors, voyez avec les responsables pour qu'ils enlèvent les images.

— C'est ce qu'ils font dès qu'ils le peuvent, mais la tâche est complexe... À peine une vidéo est-elle supprimée que d'autres fleurissent dans la foulée...

— Alors qu'ils continuent. C'est leur job ! Revenons à la manifestation ! Ce qui m'intéresse, ce sont les réactions de l'opposition...

Olivier Verneuil prit la parole.

— La droite s'est félicitée que le mouvement se soit éteint aussi rapidement...

Amaury Guichard soupira.

— Mais je me fous de ce que pense la droite. De toute façon, ce sont des petits chiens fidèles qui frétilent de la queue quand on les caresse dans le sens du poil. Parle-moi de l'opposition ! La vraie...

— Alors là, c'est moins bon, forcément.

— Explique !

— Les socialistes, l'extrême gauche, les partis écologistes, les communistes et même l'extrême droite, tous désapprouvent.

Amaury Guichard secoua la tête avec un bref rire narquois.

— Si tu m'avais dit qu'ils avaient applaudi, je ne t'aurais pas cru.

— Ce qui m'inquiète le plus, ce ne sont pas les commentaires anti-répression...

— Alors c'est quoi ?

Olivier Verneuil plissa les yeux pour l'inviter à poursuivre.

— Le problème, c'est Chabert-Lévy...

— Quoi ? Ce petit député de merde va nous casser les couilles encore longtemps ?

— Cette fois, c'est sérieux, ajouta Olivier Verneuil, légèrement embarrassé.

— Bon, cessez de tourner autour du pot ! Crachez le morceau !

Pas très à l'aise, les deux ministres se regardèrent comme pour savoir lequel des deux allait annoncer la nouvelle qui, sans aucun doute, allait lui faire grincer les dents. C'est finalement Lucas Serrano qui s'y colla.

— Tous les partis d'opposition ont proposé à leurs militants une coalition pour la campagne.

— Et quand bien même ! En cumulant tous leurs députés, sont-ils majoritaires ?

— Euh... pour le moment, non !

— Alors ? Où est le problème ? Ce n'est pas leur première tentative d'union, il me semble...

— C'est vrai, convint Olivier Verneuil. Je crois que celle-ci doit être prise très au sérieux. Chabert-Lévy, en tant que socialiste, était dans le groupe de réflexion qui a proposé cet accord. Sa cote de popularité ne cesse de monter. C'est de lui que nous devons nous méfier...

— Poursuivez, Serrano !

Le ministre de l'Intérieur se pinça les lèvres puis, d'un calme qui contrastait avec le ton agacé d'Amaury Guichard, se lança dans les précisions attendues.

— Monsieur le Président, permettez-moi de vous apporter un éclairage sur la situation telle qu'elle se profile. Comme vous l'a expliqué Monsieur le Premier Ministre, la cote de popularité de Chabert-Lévy ne cesse effectivement de grimper, c'est un fait. Grâce à... disons, certaines fuites, nous avons une longueur d'avance sur nos adversaires.

— Et là, nous avons une longueur d'avance sur quoi ?

Lucas Serrano marqua une courte pause qui accentua une forme de contrariété peu appréciée d'Amaury Guichard.

— Eh bien, allez... Accouchez !

— Demain, Chabert-Lévy va intervenir à l'Assemblée et fera part des résultats du vote, donc il les officialisera.

Nouvelle pause.

— Nom de Dieu, Serrano, épargnez-moi votre suspense verbal. Venez-en au fait !

— Les militants de tous les partis de l'union ont voté. Ils devaient répondre à deux questions. La première, « Êtes-vous favorable à l'alliance des partis d'opposition ? » Et la seconde, « Si oui, pour lequel des trois noms pour le poste de premier secrétaire de l'union votez-vous ? ». Il annoncera les résultats. Je les connais déjà...

— Eh bien ? Allez-y !

— L'union a été approuvée à une large majorité. Le groupe a choisi officiellement le sigle UPO pour Union Parlementaire d'Opposition. Et le premier secrétaire en sera... Chabert-Lévy !

— Effectivement, lâcha Amaury Guichard, maintenant légèrement soucieux. Et bien sûr, ce sera retransmis...

— Comme toutes les interventions de l'Hémicycle, confirma Lucas Serrano.

— Je n'aime pas trop ça, conclut Olivier Verneuil. La médiatisation de son discours va accroître sa popularité. L'animal prend de plus en plus d'assurance. Trop !

Amaury Guichard se leva, glissa ses mains dans les poches de son pantalon, se déplaça vers les portes-fenêtres du salon doré, les ouvrit sans un mot et passa sur le balcon qui dominait le jardin.

Les deux ministres savaient qu'une telle sortie du Président en cours de réunion lui permettait de réfléchir et que cela aboutissait systématiquement à une proposition. Celle-ci ne dérogea pas à la règle.

Amaury Guichard rentra deux minutes plus tard et referma les portes-fenêtres. Il se dirigea vers le bureau Louis XV, chef-d'œuvre du mobilier français et meuble le plus précieux de l'Élysée. Le bruit de ses pas était atténué par le tapis somptueux de la Manufacture nationale de la Savonnerie d'époque Louis XIV qui recouvrait le parquet. Une fois assis, il posa ses coudes sur le sous-main, croisa ses doigts et plongea son regard tour à tour dans ceux de ses ministres qui attendaient, silencieux, dans les deux fauteuils du XVIIIe dévolus aux invités.

— Je suppose qu'on ne peut interdire les caméras ?
commença Amaury Guichard.

— Ce serait donner trop d'importance à la prise de parole de Chabert-Lévy, argumenta Olivier Verneuil. De toute façon, la chaîne parlementaire est une institution. L'exécutif ne peut intervenir sur ce plan.

— Bon. Olivier, tu contactes Rossinel et tu lui demandes de nous arranger une allocution télévisée pour demain à vingt heures.

— En plateau ou ici ?

— Au Palais, bien sûr ! Je vais couper l'herbe sous le pied à Chabert-Lévy en annonçant mon entrée dans la campagne. Ce n'est un secret pour personne, mais si je l'officialise, j'aurai une longueur d'avance sur ce toquard.

— Je m'en occupe...

Olivier Verneuil se leva, salua le Président, et quitta le salon doré, son ministre de l'Intérieur derrière lui.

Alors qu'il s'était déjà plongé dans un dossier, Amaury Guichard aperçut Lucas Serrano, figé devant la porte ouverte, paraissant réfléchir.

— Eh bien, Serrano, un problème ?

— Puis-je vous dire un dernier mot, Monsieur le Président ?

— Oui, bien sûr !

Après avoir refermé la porte, il revint s'asseoir en face de lui.

— Si vous me permettez, j'aimerais vous faire part d'une probabilité que nous n'avons pas évoquée et qui me semble tout à fait plausible dans le contexte actuel.

— Je vous écoute...

— C'est à propos de Chabert-Lévy. Demain lors de son discours à l'Assemblée, il annoncera les résultats du scrutin et son élection au poste de premier secrétaire de l'UPO...

— Oui, vous m'en avez déjà informé tout à l'heure...

— Ce que je n'ai pas dit, c'est le pourcentage qu'il a obtenu... Quatre-vingt-douze pour cent des votants l'ont plébiscité...

— Ah oui, quand même... !

— Maintenant, imaginez l'impact de ce score sur le peuple !

— Que voulez-vous dire ?

— Ce n'est qu'une hypothèse, mais si, fort de ce résultat et conscient de sa popularité, il annonçait sa propre candidature pour les prochaines élections présidentielles...

— Je ne le pense pas...

— Pourquoi ?

— Il n'a pas la stature intellectuelle. Un homme qui a commencé sa carrière comme mécanicien ne peut prétendre au poste de chef d'État.

— Pardonnez-moi de vous le rappeler, mais dans le passé Pierre Bérégovoy a été nommé au cabinet de Christian Pineau, à l'époque ministre des Travaux publics et des Transports dans le gouvernement d'Henri Queuille en 1949, en tant que chargé des relations avec les syndicats. Parallèlement à son activité professionnelle à GDF, il a contribué à la fondation du PSU en 1959 et rejoint le nouveau parti socialiste en 1969 où il a occupé différents postes jusqu'à la campagne présidentielle à laquelle il a participé. Après l'élection de Mitterrand en 1981, il a été secrétaire général de l'Élysée jusqu'en 1982 ; ministre des Affaires sociales et de la Solidarité nationale dans le gouvernement Pierre Mauroy de 1982 à 1984, ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie dans le gouvernement Laurent Fabius de 1984 à 1986, à la même fonction dans celui de Michel Rocard de 1988 à 1991, puis ministre de l'Économie, des Finances et du Commerce extérieur dans le gouvernement Édith Cresson de 1991 à 1992 pour enfin terminer Premier ministre et en même temps ministre de la Défense de 1991 à 1992. Et pourtant, il a débuté sa carrière professionnelle comme fraiseur.

Amaury Guichard toussota pour masquer son admiration pour son ministre de l'Intérieur et sa culture politique, mais ne put s'empêcher d'ajouter :

— C'est vrai, mais ce dernier poste était trop lourd à assumer pour lui, non ?

— Vous pensez à son suicide ? répliqua Serrano.

— C'était la thèse officielle...

— Peu importe, Monsieur le Président. Je voulais juste en venir au fait suivant. Si d'aventures Chabert-Lévy annonçait sa candidature, il vous aurait devancé puisque vous n'envisagez de faire part de votre entrée en campagne que demain soir au cours de votre entretien télévisé. Pour les Français, votre intervention serait perçue comme une forme de... jalousie suite au coup de tonnerre qu'aurait provoqué Chabert-Lévy. Pour vous, cela ferait l'effet d'un pétard mouillé.

Amaury Guichard un instant décontenancé réagit dans la foulée pour ne rien en laisser paraître.

— Et que suggérez-vous, Serrano ?

— Pour moi, il est difficile de lutter contre la popularité de Chabert-Lévy. Par contre...

— Par contre ?

— Son discours aura lieu demain après-midi. Vous aurez le temps de préparer votre intervention télévisée en vous félicitant de son entrée en campagne face à vous. Vantez l'homme, ses mérites, ses qualités, ses ambitions. Sans trop en faire non plus, juste pour inverser la tendance dans l'opinion et gagner des voix parmi vos détracteurs.

— Mais... Où voulez-vous en venir ? s'offusqua Amaury Guichard, ce n'est pas ma stratégie habituelle...

Serrano ne répondit pas, mais le Président vit se dessiner un léger sourire sur son visage qui se ferma aussitôt. Il regarda machinalement autour de lui pour s'assurer qu'ils étaient bien seuls. Il poursuivit sur le ton de la confiance :

— Imaginez que pendant cet éloge que vous feriez de lui à la télévision, on apprenne qu'il a eu... un accident de voiture ?

Amaury Guichard sonda les yeux de son ministre pour tenter de déceler ce qu'il pouvait bien avoir en tête.

— Que me chantez-vous là ?

Serrano fit osciller l'une de ses mains, comme pour prolonger le caractère énigmatique de sa projection sur l'avenir de Chabert-Lévy. Amaury Guichard ajouta :

— Vous pensez au suicide de Bérégovoy ? Dans le contexte actuel, ce ne serait pas crédible... Il a le vent en poupe.

Serrano afficha cette fois-ci un franc sourire.

— Trop risqué, Monsieur le Président. Non, je songeais à un banal accident de voiture...

Il se rapprocha du bureau et se pencha vers le Président.

— Chabert-Lévy part retrouver sa femme chaque week-end dans sa résidence secondaire dans l'Aube...

— Et alors ?

— Avec les activités débordantes qu'il a en ce moment, tout le monde comprendrait qu'il se soit endormi au volant...

— C'est un peu aléatoire comme hypothèse, ne pensez-vous pas ? hasarda Amaury Guichard, intrigué.

— Ne vous inquiétez pas... Le destin, vous savez... La fatigue engendre le sommeil bien plus souvent qu'on le croit. Mais le plus important, c'est qu'avec les propos élogieux que vous auriez tenus sur votre adversaire à la télévision, l'opinion vous deviendrait plus que favorable...

Amaury Guichard abandonna son regard au-delà du salon doré au fil de ses pensées. Soudain, il se leva, déterminé.

— Laissez tomber, Monsieur le Ministre ! Premièrement, il est peu probable que votre hypothèse se confirme. Chabert-Lévy peut ne pas se présenter aux présidentielles. Il va déjà devoir gérer son nouveau poste de secrétaire de l'union. Quel est le sigle, m'avez-vous dit ?

— UPO, pour Union Parlementaire d'Opposition.

— Oui, c'est cela. UPO. Et même si c'était le cas, même s'il annonçait sa candidature, eh bien, comptez sur moi pour le contrer à ma manière dans mon intervention télévisée. Merci, Monsieur le Ministre de l'Intérieur.

En regagnant son bureau de la place Beauvau, Serrano savourait l'entretien qu'il venait d'avoir. La graine était semée dans l'esprit du président.

Prête à germer.

Si tel n'avait pas été le cas, il lui aurait dit « Au revoir, Serrano ! », comme d'habitude.

Et là, son « Merci, Monsieur le Ministre de l'Intérieur » était révélateur.

Les mots protocolaires de la diplomatie politique officielle...

Il ne pouvait pas se méprendre sur ce point.

Il connaissait trop bien le président.

Il suffisait d'attendre.

Juste attendre...

Après tout, on n'avait jamais été aussi proche de la nouvelle législature de Guichard.

Et pour lui, avec cinq années supplémentaires à l'Intérieur... Peut-être même... Qui sait...

Paris

Jeudi 23 octobre 2031 - 13 h 25

Anne Anderson quitta la clinique Arago après avoir travaillé une bonne partie de la nuit et la matinée aux urgences de chirurgie orthopédique et traumatologique où elle était infirmière. Comme chaque jour, elle remonta la rue Raymond Losserand jusqu'à la station de métro Plaisance, distante de quatre cents mètres, pour pénétrer dans une rame de la ligne 13 en direction de Saint-Denis.

Machinalement, comme chaque jour, elle descendit au bout de trois arrêts, se faufila dans les couloirs jusqu'à la ligne 12 pour embarquer en direction de la Porte de la Chapelle.

Trente minutes plus tard, comme chaque jour, elle posait le pied sur le quai de Solferino.

Une fois à l'air libre, elle remonta à pied sur soixante mètres la rue Bellechasse, puis la rue Saint-Dominique sur deux cent cinquante mètres. Elle avait hâte de rentrer. Elle ne voulait pas manquer le début du discours d'Adrien Chabert-Lévy retransmis en direct sur la chaîne parlementaire.

Comme chaque jour, elle traversa le square Samuel Rousseau, longea la rue Las Cases sur cent mètres, tourna à gauche sur la rue de Bourgogne jusqu'au numéro 20 où elle résidait. Elle composa le code digital. La porte s'entrouvrit avec le même cliquetis habituel. Elle la poussa, entra et se retrouva dans le couloir de l'immeuble. Elle regarda sa montre. « Dans les temps ! », pensa-t-elle. Sept minutes pour parcourir les cinq cent soixante mètres depuis le

méto. Elle ressentit une profonde lassitude. La routine lui pesait de plus en plus.

Elle descendit directement par l'escalier jusqu'au parking du sous-sol pour récupérer sa carte bleue qu'elle avait bêtement oubliée dans sa voiture. En espérant qu'elle y serait toujours... Elle se dirigea vers sa Toyota Corolla rouge, âgée de dix ans, mais en bon état, car elle ne la prenait que pour quelques week-ends dans l'année ou parfois pour les vacances. Elle déverrouilla la fermeture électrique, ouvrit la portière et fut soulagée de retrouver sa carte bancaire dans la console centrale entre les deux sièges.

Elle verrouilla la voiture, remonta dans le hall et s'arrêta devant les boîtes aux lettres, vérifia le contenu de la sienne. Juste un prospectus publicitaire qu'elle saisit et jeta sans le lire dans la poubelle de proximité installée récemment à la demande du syndic. Ce qui n'était pas idiot. Elle referma sa boîte, se retourna, ôta ses lunettes de soleil qui ne la quittaient jamais en extérieur, quelle que soit l'heure, et aperçut son reflet dans le miroir mural. Elle était là, la femme aux cheveux blonds dont l'œil bleu unique la fixait. L'autre était masqué par un cache couleur chair.

Elle étouffa sa rage envers ce CRS qui l'en avait privé à vie dix ans plus tôt. Elle revoyait la scène au ralenti dans son esprit...

Paris — Mars 2021

Médecins, infirmières, tous les personnels soignants sont dans la rue. Une manifestation pacifique pour demander plus de moyens, plus de lits, plus d'embauches, une augmentation des salaires. Après une pause estivale, l'épidémie de Coronavirus Covid-19 est repartie de plus belle en novembre. Les centres de réanimation sont saturés. On ne compte plus les décès. L'État s'était engagé à

apporter un soutien financier à la mesure des besoins à l'ensemble des personnels hospitaliers. Le monde entier les a vus au charbon, jour après jour, nuit après nuit, pendant les six premiers mois de la crise sanitaire. Janvier et février sont passés sans que l'exécutif donne en ce sens le moindre signe. Tous, cette fois, sont prêts à ne rien lâcher. Des milliers de Français les ont rejoints dans la rue. À un moment donné, la confrontation avec les forces de sécurité est inéluctable. Une fois de plus, la charge policière est d'une violence rare. Gaz lacrymogènes, coups de matraque, tendent à contraindre les manifestants à se replier. Anne a vingt-huit ans. Elle aide une de ses collègues à se relever. Elle se retourne pour anticiper et parer une éventuelle nouvelle attaque. C'est là qu'elle le voit. Le CRS braque sur elle une sorte de gros revolver dont l'orifice noir lui semble aussi immense que celui du fût d'un canon. Elle distingue son regard à travers une protection en plexiglas. Il est vide. Implacable. Il ne peut pas tirer sur une femme, qui plus est, non armée... Sa réflexion n'ira pas plus loin, interrompue par une violente douleur au visage auquel elle porte instinctivement les mains. Juste avant de perdre connaissance, elle sait que son œil est touché.

Jeudi 23 octobre 2031 - 14 h 10

Elle perçut un élancement fugace dans son crâne et abandonna son reflet à ses tristes souvenirs. Deux étages à pied et elle retrouverait Louise. En grimpant, elle songea à la chance que Thérèse soit la nourrice de sa fille, et que son appartement soit sur le même palier que le sien.

Comme chaque jour, elle sonna.

Comme chaque jour la porte s'ouvrit.

Comme chaque jour, sa petite fille de trois ans lui sauta dans les bras.

- Mamaaaaaaan !
- Bonjour, ma puce ! dit Anne en l’embrassant. Tu as été sage ?... Bonjour Thérèse ! Ça s’est bien passé ?
- Bonjour, Anne, ne vous inquiétez pas ! Elle a été adorable... Comme d’habitude...
- On a fait un gâteau avec Nounou, lança joyeusement Louise...
- C’est bien, mon lapin. Allez, on y va...
- Merci, Thérèse. Bonne fin d’après-midi !
- Oh, elle sera bonne. Il y a Chabert-Lévy qui parle à l’Assemblée... Ça passe à la télé...
- Oui, je vais regarder aussi...
- Tu fais un bisou à Nounou, Lou ?
- Oh ben, oui ! s’exclama la petite fille en se jetant dans ses bras.
- Oh, ma nénette... Je l’adore, ajouta Thérèse, ravie.
- À demain, alors !
- Oui, au revoir ! À demain !

Juste avant que les portes des deux appartements ne se referment, Thérèse et Louise s’adressèrent un dernier signe convenu de la main.

Dès qu’elle fut déshabillée, Louise se précipita dans sa chambre pour retrouver tous ses trésors. Anne alluma le téléviseur, sélectionna la chaîne parlementaire, et se laissa tomber dans le fauteuil pour se reposer, sans dormir, en attendant **LE** discours.

Jeudi 23 octobre 2031 - 15 h 00

Les députés de droite regroupés dans le salon Pujol se perdaient en conjectures sur la séance à venir, marquée surtout par le drame qui avait touché l’armée française la veille. Jocelyn Guillaumet, le président de l’Assemblée, l’évoquerait en début de session. C’était une évidence.

Hormis ce drame, personne n'ignorait l'imminence de l'intervention de Chabert-Lévy, dit « Le colonel », en référence au roman d'Honoré de Balzac, « Le Colonel Chabert ». Il devait annoncer officiellement les résultats du vote des militants d'opposition sur une probable union de leurs partis. Pendant ce temps, dans le salon Delacroix, les députés de gauche, touchés aussi par le drame national, savouraient à l'avance la prise de parole de leur camarade. Son argumentaire à charge contre la gouvernance de la France servirait de préambule à leur victoire.

Adrien Chabert-Lévy entra avec deux confrères au Palais Bourbon par la grande Rotonde et gagna directement le salon Delacroix où il salua plusieurs députés d'opposition.

L'homme impressionnait par sa taille. Il dépassait le mètre quatre-vingt-dix. Son port altier, conjugué avec sa rigidité corporelle, inspirait, au premier regard, un profond respect mêlé d'une crainte inexplicable.

Olivier Verneuil, Premier ministre, suivi de son ministre de l'Intérieur, Lucas Serrano, et de trois autres ministres de son gouvernement, traversa la salle des pas perdus. Il passa devant le salon Delacroix adressa un bref signe de tête aux députés de gauche, s'engouffra dans le salon Casimir-Perier sans s'y arrêter et pénétra dans l'Hémicycle.

À l'instar des membres du gouvernement, tous les députés de quelque bord qu'ils soient gagnèrent leur siège à leur nom.

Pendant ce temps, dans la salle des pas perdus, le Président de l'Assemblée, Jocelyn Guillaumet, franchissait la double haie d'honneur des Gardes républicains au son des tambours. Il se dirigea vers la porte d'accès à la salle des séances, jeta par habitude un coup d'œil à la statue de Minerve qui la jouxte sur la gauche, et entra dans l'arène.

Tous les députés se levèrent. Le Président resta lui-même debout et prit la parole :

— Mesdames, Messieurs les Députés, vous n'êtes pas sans savoir le drame qui a affecté notre pays hier soir.

Quarante-deux militaires de notre armée déployée en Irak pour lutter contre le terrorisme islamique sont morts dans un attentat-suicide de grande ampleur. On dénombre également plus de deux cents victimes parmi la population. Les corps seront rapatriés en France et le Président de la République leur rendra un hommage national dans la cour d'Honneur des Invalides lundi prochain. En mémoire de ces quarante-deux soldats morts pour la patrie, nous allons observer une minute de silence.

Tous les membres et personnels de l'Assemblée se figèrent dans une longue communion dont l'émotion collective était palpable. Le temps semblait arrêté.

Jocelyn Guillaumet reprit finalement la parole et invita tout le monde à s'asseoir. Après quelques échanges sur l'ordre du jour avec deux de ses secrétaires, il annonça solennellement :

— La séance est ouverte. Mesdames, Messieurs les Députés, sur proposition des quatre présidents des groupes parlementaires de gauche avec qui je me suis entretenu, je suis autorisé à vous informer que chacun abandonne exceptionnellement ce jour son temps de parole au premier secrétaire du Parti socialiste, Monsieur Adrien Chabert-Lévy. Monsieur le Député, le temps de parole de votre intervention sera donc de vingt minutes.

Et pour conclure, il désigna de la main l'endroit destiné aux orateurs sous le perchoir.

Adrien Chabert-Lévy quitta son siège et se dirigea vers la tribune. Une fois en place et après avoir remercié le Président, il prit la parole.

— Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés, mes chers collègues... Au nom des partis d'opposition pour qui je m'adresse aujourd'hui, je tiens à exprimer mes condoléances aux familles des victimes et à leur faire part de notre tristesse et de notre profonde émotion...

Il marqua ensuite une légère pause et balaya du regard l'ensemble des députés quelques secondes avec une lenteur calculée et, comme son intervention était plus qu'attendue, le silence s'imposa. Tel qu'il l'avait pressenti, le public garnissait allègrement les galeries et tribunes qui cernaient le haut de l'Hémicycle. Les cent quatre-vingt-dix-huit places dévolues aux journalistes étaient toutes occupées et il ne faisait aucun doute que toutes les caméras tournaient.

Il prit une profonde inspiration, conscient de la solennité de l'instant privilégié qu'il vivait.

Les premiers mots qu'il avait choisi de prononcer en introduction, il les connaissait par cœur pour avoir planché des heures sur l'impact qu'ils devaient avoir, donc être percutants. D'où le choix de l'anaphore qui claqua comme un coup de fouet.

— J'ai mal à mon pays !... J'ai mal à mon pays parce qu'il souffre. Il agonise. Il meurt à petit feu. J'ai mal à mon pays parce que depuis plus d'un demi-siècle, la Finance a manœuvré nos gouvernants afin qu'ils imposent la rentabilité et la richesse comme principes fondamentaux de notre civilisation. J'ai mal à mon pays parce que l'égoïsme et l'individualisme ont tué les principes élémentaires de la société. J'ai mal à mon pays parce que ses plaies saignent. Le service public a disparu. Les hôpitaux sont devenus des entreprises en recherche de profits au détriment de la santé. L'école s'est transformée en valeur marchande avec la privatisation du système éducatif. J'ai mal à mon pays parce que l'espérance de vie a chuté. L'âge de la retraite, année après année, est passé insidieusement de soixante-deux à soixante-dix ans. Pour ceux qui y parviennent. J'ai mal à mon pays parce que la seule philosophie et la seule politique qui vaillent depuis trente ans au détriment du peuple, sont celles de l'économie de marché.

Il jeta un coup d'œil rapide à son plan sur la feuille posée sur le sous-main.

— En 1776, Adam Smith, pourtant partisan du libéralisme, soutenait que l'État devait se soucier du bien public, que l'économie ne saurait fonctionner sans vertu et que le marché produisait des effets pervers qu'il fallait corriger. Aujourd'hui, nous sommes bien loin de cet idéal moral et politique. Et c'est bien la raison pour laquelle, on parle depuis les années soixante-dix de néolibéralisme qui prône une réduction du rôle de l'État et le développement du marché dans tous les domaines. Sur le plan socioculturel, c'est une idéologie hédoniste qui vise l'augmentation des droits individuels. Elle valorise l'intérêt égoïste au détriment du devoir collectif et des vertus communes. Et l'État n'est pas neutre. Il pousse vers la dérégulation, accentue la compétition, ce qui a provoqué et provoque encore aujourd'hui de graves tensions sociales. J'ai mal à mon pays, parce que les théories avancées depuis le début de ce vingt-et-unième siècle par les partisans de la collapsologie, à savoir l'effondrement de notre civilisation, se vérifient de jour en jour. L'effondrement de la civilisation a déjà commencé. Les bases de notre modèle social se fissurent. Les fondations s'affaissent. Inexorablement, nous basculons vers le chaos. J'ai mal à mon pays parce que tous les frais occasionnés pour soigner ses blessures ne sont remboursés par aucune protection sociale que l'État s'est évertué à démanteler, d'abord en douceur avec la baisse programmée de la part socialisée des salaires et l'augmentation de la contribution sociale généralisée, puis évidemment la fermeture des établissements hospitaliers au profit du secteur privé lucratif, les compagnies d'assurances. J'ai mal à mon pays parce que depuis quatorze ans, le peuple qui n'a fait que manifester sa désapprobation et sa colère a été confronté à une répression policière sans limites avec l'aval des différents gouvernements qui se sont succédé jusqu'à

aujourd'hui. J'ai mal à mon pays parce qu'en quatorze longues années, plus de mille de ses enfants ont été éborgnés, amputés ou même sont décédés, par noyade ou asphyxie, et ce malgré les condamnations répétées du parlement européen, de l'Organisation des Nations Unies après des analyses approfondies réitérées de groupes d'experts des droits de l'homme sur l'usage disproportionné de la force par la police française. J'ai mal à mon pays parce que la démocratie telle qu'elle est conduite aujourd'hui n'est qu'un vaste camouflet. J'ai mal à mon pays parce que quatre-vingt-cinq pour cent de Français sont sous le joug d'une minorité qui n'a d'autres ambitions que celles de s'enrichir. J'ai mal à mon pays parce que la politique d'immigration européenne à laquelle adhère la France a transformé la Méditerranée en cimetière depuis quinze ans : plus de 23 000 morts dont on a retrouvé les corps et 67 000 disparus. J'ai mal à mon pays parce qu'au nom du profit, la politique agricole n'a jamais reculé sur les pesticides, les politiques industrielles et de transport ont intensifié l'accumulation de gaz à effet de serre qui contribue toujours plus au réchauffement climatique. La température s'est élevée de deux degrés en dix ans. J'ai mal à mon pays et à ma planète, parce que depuis la sécheresse et les incendies gigantesques qui ont sévi depuis quinze ans aux États-Unis, en Australie, en Amazonie, en Afrique du Sud, les observateurs ont conclu que les rencontres internationales, pour endiguer le fléau, initiées un peu partout dans le monde — dont certaines en France — n'ont servi et ne servent à rien. Les règles peinent à être appliquées. J'ai mal à mon pays parce qu'il faudra que la nature se déchaîne pour que se développe une véritable citoyenneté environnementale de par le monde. À défaut de prendre des mesures d'urgence, l'apocalypse aura lieu plus vite que prévu. Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés, mes collègues présidents des groupes d'opposition et moi-même, pour le groupe socialiste, avec l'aval électoral

majoritaire de tous nos militants respectifs, nous vous annonçons officiellement que nous avons formé un parti unique, fondé sur l'union des quatre partis d'opposition : l'UPO pour Union Parlementaire d'Opposition. Et toujours à la majorité des votants, j'ai l'honneur de vous annoncer que je représenterai ce parti unique pour les prochaines élections présidentielles.

Des applaudissements nourris de l'ensemble des députés d'opposition explosèrent dans l'Hémicycle. D'un geste éloquent, Adrien Chabert-Lévy réclama le silence. Quand le calme fut revenu, il poursuivit :

— En conclusion, j'aimerais vous lire une citation extraite du film « *Le dictateur* » sorti en 1940 au début de la Seconde Guerre mondiale. Charlie Chaplin fait dire au personnage du barbier juif qu'il interprète « *Vous, le peuple, vous avez le pouvoir, le pouvoir de rendre la vie belle et libre, le pouvoir de faire de cette vie une merveilleuse aventure. Alors au nom même de la Démocratie, utilisons ce pouvoir. Il faut tous nous unir, il faut tous nous battre pour un monde nouveau, un monde humain qui donnera à chacun l'occasion de travailler, qui apportera un avenir à la jeunesse et à la vieillesse la sécurité.* » Je vous remercie.

Olivier Verneuil envoya un SMS à Lucas Serrano.

Je vais au château.
Ça doit bouillir...

Dès qu'il fut certain que son ministre de l'Intérieur avait reçu le message, il s'éclipça.

Alors qu'Adrien Chabert-Lévy regagnait sa place, tous les députés de gauche s'étaient levés et applaudissaient à nouveau à tout rompre.